

FRANCE-TUNISIE: UN ROMAN D'AMITIÉS

LE 3 MARS 2011 OLIVIER TESQUET

La classe politique française a ménagé ses rapports avec le clan Ben Ali et les nombreuses entreprises à avoir franchi la Méditerranée leur ont emboîté le pas. OWNI vous proposait cette visualisation pour mieux comprendre. Touché?



Précision: Cet article a été initialement publié le 27 janvier. Après un mois d'enquête, retour sur l'un des aspects du dossier: les liens entre Orange et le régime du dictateur déchu. Cette visualisation n'a toujours pas vocation à être exhaustive. Elle ne regroupe que les éléments ayant pu être vérifiés.



Aziz Krichen, sociologue tunisien opposé au régime benaliste, décrit sans ambiguïté les rapports franco-tunisiens. En pointant du doigt la corruption généralisée, il insiste sur la difficulté d'une réforme complète du système.

Comment résumeriez-vous les rapports franco-tunisiens ?

Il y a quelque chose de très simple et de paradoxalement très compliqué à comprendre avec la Tunisie: il n'y a jamais eu autre chose qu'une relation néocoloniale, donc inégale, entre les deux pays. Celle-ci a été directe jusqu'à la fin des années 60, puis indirecte depuis. Elle a perduré de façon bilatérale en s'insérant dans un système. La preuve de cette situation, c'est la foutaise habituelle sur le libre-échange: la frontière est très ouverte pour les services et les biens manufacturés, mais la sous-traitance est parcellaire, comme en témoigne la délocalisation des standards d'appel de certains entreprises.

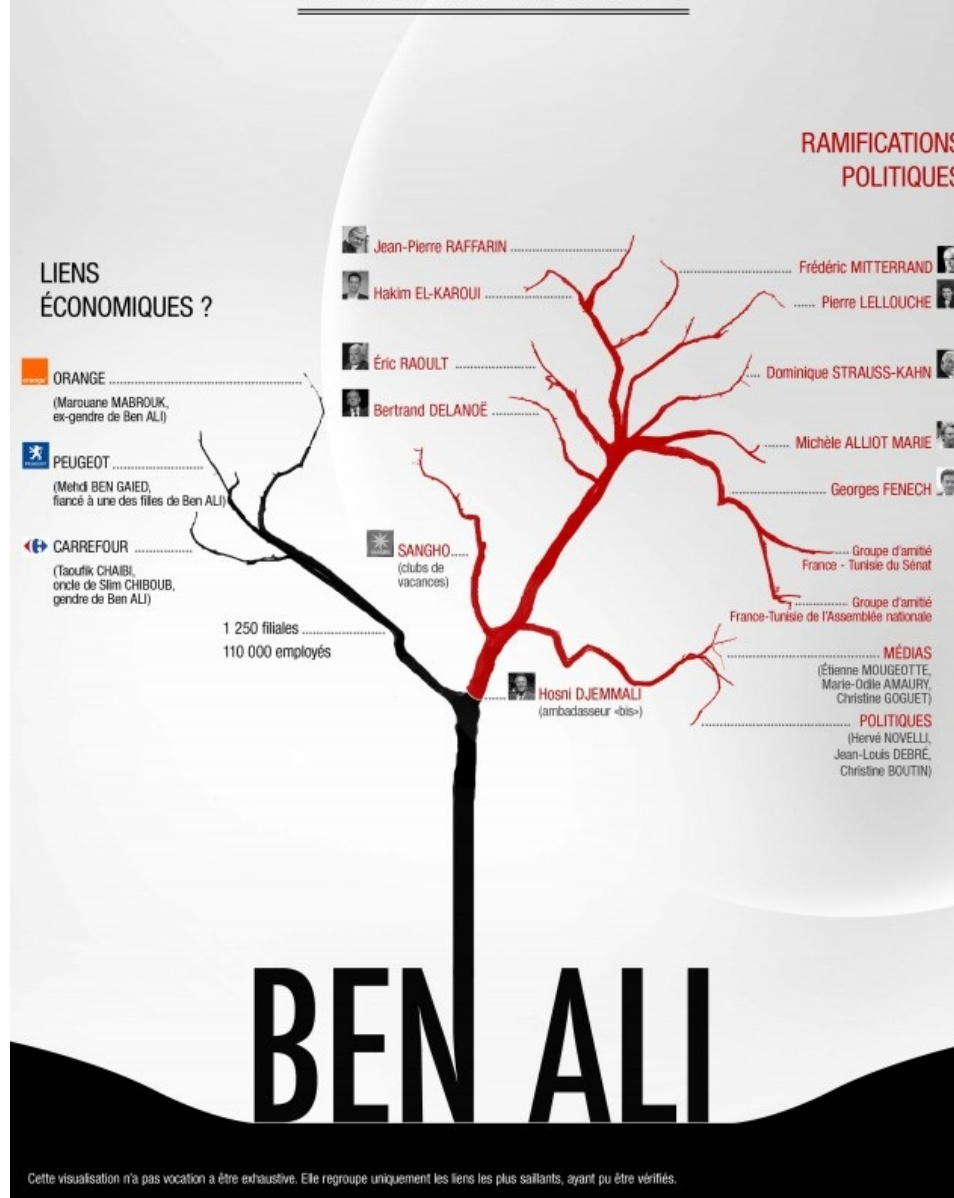
Comment cette situation se traduisait-elle dans les faits ?

La régimes mafieux de Ben Ali, c'est une minorité qui s'enrichit et bride toute possibilité de développement réel du pays. Il y a un droit de péage pour la délocalisation. Certains avancent un taux allant jusqu'à 50% des profits, mais je pense qu'il est légèrement surévalué. A ce niveau-là, les entreprises ne seraient pas venues s'implanter, ou seraient reparties. Il y a à ce sujet une anecdote révélatrice de la corruption du système: quand une entreprise française voulait s'installer en Tunisie, elle devait payer un bakchich. Avec le temps, ceci a aussi fini par s'appliquer aux entrepreneurs tunisiens.

La situation peut-elle changer ?

Il faut bien noter que le Premier ministre, Mohamed Ghannouchi, ainsi que les ministères de souveraineté, ont été maintenus. On a assisté à des phénomènes de soviets, avec des réunions d'employés qui décident de renvoyer leur patron, mais les administrateurs risquent d'échapper à cette purge. Le RCD (le parti de Ben Ali) est encore puissant, et il y a encore beaucoup, beaucoup de chemin à parcourir.

FRANCE - TUNISIE UN ROMAN D'AMITIÉS



Cliquer sur la visualisation pour voir **la version plein écran**

Ramifications politiques

HOSNI DJEMMALI

“Ambassadeur bis”, “vitrine présentable du régime”, le P-DG de **Sangho**, sorte de Club Med tunisien, concentre autour de lui une bonne portion du landerneau politico-médiatique français. Editeur de **Tunisie Plus** (par le biais des Editions du Sangho, CQFD), un petit fascicule trimestriel de 52 pages digne d’un office du tourisme, il y fait contribuer cadres de la presse française et amis politiques. Réputé “très proche” de la **famille Debré** (Jean-Louis était invité aux 25 ans des EFT, voir ci-dessous), promu Chevalier de l’Ordre national de la Légion d’honneur en 2008 par le secrétaire d’Etat au tourisme Hervé Novelli, Djemmali est considéré comme la pierre angulaire de la “Tunisie française”, comme la nomme un intellectuel dissident qui prépare son retour au pays.

GEORGES FENECH

L’ancien député du Rhône, président de la Miviludes (la Mission interministérielle de lutte contre les violences sectaires) est l’homme-clé du réseau Djemmali en France. Président de l’association des **Echanges Franco-Tunisiens** (EFT), ce magistrat de formation a longtemps siégé à au groupe d’amitié franco-tunisien de l’Assemblée Nationale, dont il a été **l’un des vice-présidents**. Pour se convaincre de l’importance des EFT dans la promotion

de feu le régime Ben Ali, il suffit de regarder la **liste des personnes conviées au somptuaire dîner** organisé il y a quelques jours pour les 25 ans de l'association, ou celle des **30 ans de Sangho** en 2008. On y retrouve pêle-mêle **Marie-Odile Amaury**, présidente du groupe éponyme (propriétaire de L'Equipe, Le Parisien-Aujourd'hui en France, et organisateur du Tour de France), **Etienne Mougeotte** (directeur de la rédaction du Figaro), **Frédéric Mitterrand** (ministre de la Culture, dont le rôle est détaillé plus amplement ci-après), **Christine Boutin** (ex-ministre du Logement), **Hervé Novelli** (alors Secrétaire d'Etat au tourisme) ou **Christine Goguet** (cadre au Parisien, et femme de Georges Fenech).

GRUPE D'AMITIÉ FRANCO-TUNISIENNE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Présidé par le député UMP de la Loire **Dino Cinieri**, **ce groupe rassemble 95 parlementaires**, aux obédiences politiques hétéroclites. On y retrouve quelques ténors de droite comme de gauche (**Christian Blanc**, **Dominique Perben**, **Christian Jacob**, **Michel Vauzelle** ou **Claude Bartolone**, qui est né à Tunis), quelques porte-flingues de la majorité (**Eric Raoult**, **Lionnel Luca**, **Olivier Dassault**) mais aussi une poignée d'électrons libres (le souverainiste **Nicolas Dupont-Aignan**, le technophile **Lionel Tardy**, l'archéo-communiste **André Gérin**). Un temps dirigé par **Philippe Seguin**, le groupe a également **vu passer d'illustres noms** au destin national pendant les années 90: **Christian Estrosi**, **Anne-Marie Idrac**, **Maurice Leroy** ou **Pierre Lellouche**, pour ne citer que ceux-là.

Quid de son rôle? Dans la foulée de la révolution tunisienne, Cinieri a tenu à calmer le jeu en publiant un **communiqué de presse lapidaire**: *"La voix du peuple tunisien s'est exprimée clairement et fortement [...] Le député Dino Cinieri espère par-dessus tout que la Tunisie, pays d'avenir avec lequel la France entretient des relations fraternelles, ne sombrera pas dans une situation de crise insurmontable et que de ce mouvement populaire naîtra le meilleur ainsi qu'un authentique et légitime état de droit."* Pourtant, il semblerait que la duperie ait ses limites. Un temps président du même groupe, l'UMP **Etienne Pinte** offre une lecture sensiblement différente: *"Je suis intervenu maintes fois en faveur de la libération de tel ou tel opposant ou pour demander un plus grand respect des droits de l'homme. Je me suis toujours heurté à un mur de silence qui m'a conduit à renoncer à assurer cette présidence"*.

GRUPE D'AMITIÉ FRANCE-TUNISIE DU SÉNAT

La chambre haute dispose également de **son groupe d'amitié**. Présidé par **Jean-Pierre Sueur**, sénateur du Loiret proche de Martine Aubry, il compte lui aussi dans ses rangs quelques noms ronflants, parmi lesquels **Jean-Pierre Chevènement**, **Isabelle Debré** ou l'inévitable **Charles Pasqua**. Professeur de lettres dans un lycée de Carthage pendant les années 70, Jean-Pierre Sueur est l'un des rares à avoir ouvertement critiqué la répression des manifestations contre le régime benaliste, **sans pour autant se désengager complètement**. Interrogé par Libération, il a tenu ce discours: *"Aux amis, on doit la vérité, et la vérité c'est que nous ne pouvons pas accepter cette répression sanglante, violente qui se traduit par les morts."*

MICHÈLE ALLIOT-MARIE

Si une personnalité politique française devait sortir de la crise tunisienne avec un déficit de crédibilité, ce serait elle. Alors que la nouvelle ministre des Affaires étrangères doit encore se justifier de ses **déclarations malheureuses** (dans l'hémicycle du Palais-Bourbon, elle avait proposé de mettre le savoir-faire français à disposition des autorités tunisiennes pour "régler les situations sécuritaires"), alors que certains réclament encore sa démission, le Canard Enchaîné continue de vouloir accrocher une nouvelle casserole à son véhicule de fonction: dans son édition du 26 janvier, l'hebdomadaire satirique confirme que la ministre a pris des vacances en Tunisie au mois d'août. Jusque-là, rien de répréhensible, en témoignent les milliers de Français qui vont bronzer à Djerba ou Hammamet chaque année. Plus gênant, elle aurait bénéficié de "gardes du corps prêtés par le président Ben Ali".

PIERRE LELLOUCHE

Un temps membre du groupe d'amitié franco-tunisien de l'Assemblée nationale (voir ci-dessus), le secrétaire d'Etat chargé du commerce extérieur, né à Tunis, continue de jouer les VRP de luxe en militant farouchement pour l'implantation des entreprises françaises de l'autre côté de la Méditerranée. **Sur Europe 1**, il a exhorté les entreprises françaises à "rester en Tunisie". "On fabrique même des éléments d'Airbus en Tunisie", a-t-il ajouté. Impossible en tout cas de lui retirer sa constance. Il y a quelques années, il déclarait sans sourciller que la Tunisie de Ben Ali était "un modèle pour le monde arabe".

JEAN-PIERRE RAFFARIN

Lorsqu'il était premier Ministre, entre 2002 et 2005, Jean-Pierre Raffarin a lui aussi apporté son soutien à un régime pourtant corrompu depuis de longues années. En 2005, **au terme d'une entrevue** avec Zine el-Abidine Ben Ali, il confirmait "le soutien de la France à la politique de développement et la modernisation de la Tunisie". Epaulé par **sa plume Hakim El Karoui** (devenu depuis essayiste et banquier d'affaires chez Rothschild), décoré des insignes de grand cordon de l'ordre de la République par Ben Ali en personne, Raffarin s'était bien gardé d'évoquer la question des droits de l'homme ou de la liberté d'expression, concentrant le tir sur les problématiques économiques: "*Nous sommes engagés dans une coopération bilatérale forte. Nous sommes le premier partenaire de la Tunisie et nous souhaitons le rester.*" Si la position du Premier ministre l'obligeait à respecter le protocole, on ne saurait occulter la **déclaration de Lionel Jospin** à ce sujet.

ERIC RAOULT

Habitué des saillies médiatiques, le député-maire du Raincy, en Seine Saint-Denis, s'est souvent fait l'avocat de la Tunisie de Ben Ali. Lui aussi membre du groupe d'amitié franco-tunisien à l'Assemblée nationale, il avait co-signé en 2005 **une tribune** avec Pierre Lellouche et trois autres députés pour dénoncer des critiques "injustes et inamicales" à l'encontre de Tunis, en concluant sur cette tonalité: "La Tunisie a des amis, Ben Ali n'est pas notre ennemi". En 2009, **il se réjouissait de la réélection du président**, sans s'alarmer de la dimension quasi-soviétique du plébiscite. "C'est un pays stable", relevait-il alors.

DOMINIQUE STRAUSS-KAHN

Décoré grand officier de l'ordre de la République par Ben Ali en novembre 2008 "pour ses qualités intellectuelles", le président du FMI essaie depuis quelques jours de réviser sa position sur le régime tunisien. Pourtant, **sur cette vidéo extraite d'un journal télévisé du 18 novembre**, on peut voir DSK donner l'accolade au dictateur déchu pendant qu'il reçoit une sculpture 24 carats, déclarer que "l'économie tunisienne va bien, malgré la crise", et louer une "politique économique saine, un modèle à suivre pour les pays émergents". **Effet**

Streisand: plus l'entourage de Strauss-Kahn essaie d'étouffer cette déclaration, les internautes se ruent sur YouTube pour la consulter (au 27 janvier, elle comptait déjà 230.000 vues)

BERTRAND DELANOË

Originaire de Bizerte, dans le nord de la Tunisie, le maire de Paris est probablement celui qui entretient les rapports les plus affectifs et les plus complexes avec le pays. Accusé d'être un **"valet du pouvoir"** parce qu'il cotoyait les gens du palais, il a tenu à rappeler qu'il avait été attaqué sur son homosexualité (une caricature l'avait grimé en femme), et que Ben Ali avait refusé de le rencontrer en 2004, parce que Delanoë tenait à s'entretenir avec deux opposants, Mohamed Charfi et Mokhtar Trifi. Dans *Marianne*, il tient à clarifier sa position: "Les opposants à Ben Ali m'ont toujours dit qu'ils préféreraient que je garde ce contact (continuer à voir certains ministres, ndlr) [...] Il m'est arrivé de passer des soirées avec des membres du RCD et des opposants. Je peux vous dire que les propos les plus durs sur Ben Ali n'émanaient pas toujours de ses opposants. Oui j'ai été au milieu de tout cela. Même si j'essaie d'avoir le moins d'activité politique possible quand je suis en Tunisie."

FRÉDÉRIC MITTERRAND

"Ministre tunisien de Sarkozy en Tunisie" **pour le site d'opposition Tunisia Watch**, le ministre de la Culture est un ami de longue date, à qui Ben Ali a même accordé **la nationalité tunisienne**. Comme le relève *Marianne*, il a depuis longtemps déclaré son amour au pays du Maghreb, et le faisait notamment avec beaucoup de lyrisme dans son livre *La Mauvaise Vie*, en 2007: "L'âme secrète à la fois méditative et joyeuse ne s'est pas évaporée avec le progrès comme dans tant d'autres pays où la frustration, l'intolérance et la violence ont accompagné des tentatives de modernisation traumatisantes et brutales." Plus récemment, Mitterrand s'est encore distingué. "Dire que la Tunisie est une dictature univoque comme on le fait si souvent me semble tout à fait exagéré", déclarait-il le 10 janvier **sur le plateau de D1manche+**.

Des liens économiques?

Comme l'indique **l'Ambassade de France en Tunisie**, entre 2006 et 2007, *"les échanges bilatéraux ont effectué un bond très important, pour atteindre 7 milliards d'euros"*. Au total, pas moins de 1.250 entreprises seraient recensées à la chambre de commerce extérieur, pour un total de 110.000 employés. Et c'est sans compter sur l'essor des *"flux off-shore"*, *"développés dans le cadre d'opérations de sous-traitance"*.

ORANGE

Comme le révèle *Le Canard Enchaîné* du 26 janvier, l'entreprise française a dépensé pas moins de 130 millions d'euros pour obtenir une licence d'exploitation en Tunisie, et a placé à

sa tête **Marouane Mabrouk**, ex-gendre de Ben Ali (celui-ci détient 51% des parts, ainsi que les franchises de **Géant** et **Monoprix**). Pour l'heure, **Orange l'a fait savoir** par l'entremise de son P-DG **Stéphane Richard**, il n'y aura pas de changement: implanté sur le territoire depuis mai 2010, l'opérateur reste aux mains de Mabrouk, avec qui il reste "en contact régulier". La ligne de défense pourrait donc se résumer ainsi: la manne financière a fini dans la poche de l'Etat tunisien, pas dans celle du clan Ben Ali. Pourtant, interrogé par le Canard, un cadre de l'entreprise le reconnaît: "Pas sûr que le Trésor tunisien ait encaissé intégralement cet argent." Ses avoirs en Suisse ont récemment été gelés **par les autorités helvètes**.

PEUGEOT

Administré par la Société tunisienne automobile financière immobilière et maritime (STAFIM), le constructeur français a revendu deux tiers de ses parts à l'été dernier. Sans le savoir officiellement ("Ah bon, il est apparenté à cette famille?", se justifie-t-on au siège de la marque de Montbéliard), Peugeot Tunisie est ainsi présidé par **Mehdi Ben Gaied**, un jeune homme de 23 ans... fiancé à une des filles de Ben Ali, dont les avoirs suisses ont également été gelés.

CARREFOUR

Avec 44 supermarchés répartis sur l'ensemble du territoire tunisien, le numéro un européen de la grande distribution est solidement implanté de l'autre côté de la Méditerranée. Exploité en franchise par Ulysse Trading & Industrial Companies, il est dirigé depuis l'été 2010 par **Nabil Chaïbi**, fils de **Taoufik Chaïbi**. Oncle de **Slim Chiboub**, l'un des gendres de Ben Ali, celui-ci vient lui aussi de voir ses avoirs gelés en Suisse.

Infographie CC Elsa Secco

M. L.

le 27 janvier 2011 - 19:02 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Cet article est du n'importe quoi !!!! Du vrai délire sauce théorie du complot. Vous payez des journalistes pour faire du copier coller de tout ce qui se dit sur le web ?

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

OLIVIER TESQUET

le 27 janvier 2011 - 19:16 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



@ M. L. Pouvez-vous étayer votre propos? Nous avons procédé à une recension des déclarations et autres sorties médiatiques de la classe politique française pour mieux appuyer le travail d'enquête que nous avons mené dans le même temps. Toutes les informations apportées dans cette visualisation sont sourcées dans la légende qui l'accompagne.

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

M. L.

le 27 janvier 2011 - 19:32 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Votre "arbre" insinue des liens entre Ben Ali et des personnalités politiques qui ont eu le malheur de s'intéresser au pays ! Vous confondez Tunisie et Ben Ali. Idem, il n'y a pas de lien entre Orange et Ben Ali ou la plupart des autres entreprises que vous citez. Les choses sont quand même un peu plus complexes que vous voulez laisser le croire avec cette image. Vous mélangez tout. Quand on est journaliste, on enquête sur le terrain ! je n'appelle pas une enquête le fait de lire et de reprendre la presse en ligne, sans chercher à démêler le faux du vrai. On ne sait plus qui était réellement mouillé avec le régime et qui ne l'était pas. Hors internet, quelles sont vos sources ?

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

OLIVIER TESQUET

le 27 janvier 2011 - 19:41 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Avez-vous lu l'épaisse légende en dessous dudit arbre? Je m'appuie tout autant sur des informations publiées dans la presse depuis plusieurs jours que sur des éléments glanés lors de ma propre enquête. Et encore une fois, tous les éléments avancés sont sourcés.

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

OLIVIER TESQUET

le 27 janvier 2011 - 19:58 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Par ailleurs, pourriez-vous m'expliquer la différence entre l'Etat tunisien et le régime de Ben Ali – avant sa chute?

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

IFORIRE

le 30 janvier 2011 - 11:43 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



*Article très intéressant !
On entend souvent parler des liens des politiques avec le régime de Ben Ali sans trop en parler. Cet article a le mérite d'en faire un résumé. Merci !*

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

SOFIAN

le 4 février 2011 - 16:20 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



*J'ai réalisé une cartographie entre le clan Ben ali, Trabelsi et les hommes d'affaires qui ont une ramification économique.
A télécharger au format pdf ou jpeg*

<http://www.fyeldconsulting.com/tunisie-holding.html>

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

LIONNEL LUCA

le 4 février 2011 - 16:27 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Question: lorsqu'il y a 600 000 tunisiens en France dont 120 000 dans les Alpes-Maritimes faut-il s'interdire d'être membre du Groupe d'amitié France-Tunisie pour ne pas avoir des commentaires douteux par une technique de l'amalgame bien connue?

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

OLIVIER TESQUET

le 4 février 2011 - 16:40 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



@Lionnel Luca: Maintenir de bons rapports avec une communauté solidement établie dans votre circonscription parce qu'il s'agit d'un levier électoral, soit, même si certains appellent ça du clientélisme.

Mais cela ne dispense pas les membres du groupe d'amitié de se poser des questions sur la nature du régime qui vient de tomber (quid des déclarations d'Etienne Pinte, par exemple?)

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

EDOUARD MEIER

le 4 mars 2011 - 5:49 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Petite erreur factuelle pour Frédéric Mitterrand, ce n'est pas dans le grand journal qu'il prononce les paroles mises en cause.

Merci de corriger,

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

OLIVIER TESQUET

le 4 mars 2011 - 12:29 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



@ Edouard: Vous avez raison, c'était sur le plateau de Dimanche+. J'amende.

OT

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

GUETTA LAIR AGNÈS

le 4 mars 2011 - 19:37 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Bonsoir,

Article très intéressant . Votre journal est très bien.

Mais à ma connaissance ,sauf erreur de ma part il n'y a pas de lycée à Carthage.Peut être que vous vouliez parler du lycée "Gustave Flaubert"lycée Français de la marsa?

Bonne continuation.

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

NORDINE

le 5 mars 2011 - 18:05 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Petit coquille dans le paragraphe sur MAM :

"le Canard Enchaîné continue de vouloir accrocher"

Bonne continuation.

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

RADWEN

le 6 mars 2011 - 12:41 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



"Il y a un droit de péage pour la délocalisation. Certains avancent un taux allant jusqu'à 50% des profits, mais je pense qu'il est légèrement surévalué. (...). Il y a à ce sujet une anecdote révélatrice de la corruption du système: quand une entreprise française voulait s'installer en Tunisie, elle devait payer un bakchich. Avec le temps, ceci a aussi fini par s'appliquer aux entrepreneurs tunisiens." Sources please? Il s'agit d'un mythe urbain. J'ai travaillé à ce jour dans trois entreprises étrangères implantées en Tunisie en tant que cadre dirigeant. Je n'ai jamais versé 1 TND ou Euro de pot de vin à qui que ce soit. La corruption/clientélisme existent sur les marchés publics et privés mais il ne faut pas faire l'amalgame.

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

EMILIO

le 7 mars 2011 - 23:55 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



La réalité c est que toute personne qui aurait été a la place de ces gens aurait

cherché son intérêt de la même manière. Ce dont le peuple se plaint finalement c est de ne pas avoir eu la chance de faire ce que toute personne sensée fait systématiquement dans ces circonstances.
C est l occasion qui fait le larron. d ailleurs la plupart de ces gens, Moubarak et Ben ali compris, jeunes, ils faisaient aussi partie du peuple. Et j imagine même qu ils fustigeaient la corruption et méprisaient les gens riches...

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

KOKOMINUTMAN

le 16 mars 2011 - 21:10 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Excellentes révélations, très claires, que j attendais pour ma part depuis un moment. A quand une épuration parlementaire ?...

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

KOKOMINUTMAN

le 16 mars 2011 - 21:18 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



@ Lionel Lucca

Je trouve que tu ne manques pas d'audace, citoyen Lucca. A l'heure où les politiques n'ont jamais été aussi discrédité défendre une attitude consistant à fermer les yeux sur une dictature et cautionner de fait ses abus est absolument insupportable.
On attend simplement tes regrets, remords serait trop te demander sans doute.
Par ailleurs, ce qui court comme un fil rouge au fond de l'article c'est "Y avait-il des récompenses et, si oui, quelles étaient-elles, pour la magnanimité d'un groupement représentant l'Assemblée nationale envers Ben Ali ?"

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

3 pings

Les tweets qui mentionnent [VISU] France-Tunisie: Un roman d'amitiés » Article » OWNI, Digital Journalism -- Topsy.com le 27 janvier 2011 - 17:41

[...] Ce billet était mentionné sur Twitter par Nicolas Voisin, sabineblanc et [μσηναυμη](#), Owni. Owni a dit: [\[#owni\]](#) [VISU] France-Tunisie: Un roman d'amitiés <http://goo.gl/fb/H96iV> [...]

[VISU] France-Tunisie: Un roman d'amitiés – Owni | LY.ON le 27 janvier 2011 - 20:03

[...] here: [VISU] France-Tunisie: Un roman d'amitiés – Owni Cette entrée a été publiée dans Luxe et pays émergents, avec comme mot(s)-clef(s) [...]

Les tweets qui mentionnent [VISU] France-Tunisie: Un roman d'amitiés » Article » OWNI, Digital Journalism -- Topsy.com le 4 février 2011 - 17:16

[...] Ce billet était mentionné sur Twitter par Olivier Tesquet et tounsilghorba, Martin Clavey. Martin Clavey a dit: RT @oliviertesquet: EPIC WIN: Lionel Luca défend le clientélisme dans les commentaires de ma visu France-Tunisie <http://bit.ly/gk2hrP> [...]